

## **Annexe 2 ter**

### **Opération 19.1.1 : Soutien préparatoire à la mise en place des SLD**

Sous-mesure:

- 19.1 - Soutien préparatoire

#### 7.2.12.1.1.1. Description du type d'opération

Renforcement de la capacité d'ingénierie locale, l'information et la mise en réseau du partenariat local afin de préparer, de définir et de mettre en œuvre la stratégie de développement local ; l'aide préparatoire doit ainsi aider le territoire à identifier la stratégie du GAL. Le soutien concerne les opérations :

- Animation du partenariat local pour participation active à l'élaboration de la stratégie du GAL
- Elaboration de la stratégie du GAL et préfiguration de l'animation

**Commenté [JM1]:** Pour permettre au territoire Leader d'établir les plans d'actions et les interventions attendues pour animer la stratégie

#### 7.2.12.1.1.2. Type de soutien

Type de soutien: Subventions

Subvention

#### 7.2.12.1.1.3. Liens vers d'autres actes législatifs

Articles 32 à 35 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 (principe de Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) qui se base sur l'approche LEADER).

Articles 42 à 44 du Règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 (modalités de mise en œuvre de l'approche LEADER : Groupe d'Action Locale (GAL), aide préparatoire, activités de coopération, frais de fonctionnement et d'animation).

Articles 65 à 71 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 (éligibilité des dépenses et pérennité).

[Règlement \(UE\) n°2020/2220 du 23 décembre 2020, dont son article 4 \(Développement local mené par les acteurs locaux : soutenir les coûts du renforcement des capacités et les actions préparatoires d'appui à l'élaboration et à la mise en oeuvre future des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux, en vertu du nouveau cadre juridique.\)](#)

**Commenté [JS2]:** Precision possibilité ouverte par le règlement de transition sur les démarches préparatoires des futures SDL

Réglementation des aides d'Etat (régimes d'aide d'Etat notifiés, exemptés ou de minimis).

#### 7.2.12.1.1.4. Bénéficiaires

Associations, EPCI, syndicat mixte.

**Commenté [JM3]:** Type de structure éligible en termes de statut juridique

#### 7.2.12.1.1.5. Coûts admissibles

- Frais de fonctionnement des structures candidates directement liés à la préparation de la SDL.
- Prestations externes
- Coûts indirects de selon un taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles conformément à l'article 68-1 b du règlement 1303/2013) ;
- Frais pour porter des actions d'information et de formation en direction des acteurs locaux dans la perspective de la candidature (par exemple, échanges de pratiques, visites) ;

**Commenté [JM4]:** Non nécessaire

#### 7.2.12.1.1.6. Conditions d'admissibilité

- Répondre à l'appel à candidatures régional pour porter une stratégie de développement territoriale sur le territoire la démarche Leader sur le territoire
- Déposer un dossier de candidature complet auprès de l'AG à la date requise.

*Les dépenses sont éligibles à compter du 1er janvier 2014 (art. 65.2 du règlement (UE) n° 1303/2013) et jusqu'à la date de fin de programmation 2014-2020.*

**Commenté [JS5]:** adaptation pour une future SDL portée par une approche multifonds

**Commenté [JM6]:** Ces éléments ne sont plus nécessaires

**Commenté [JM7]:** précisions

**Commenté [JM8]:** adaptation pour la transition

#### 7.2.12.1.1.7. Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

Le soutien préparatoire sera attribué sur la base d'un dossier présentant:

- Le territoire : périmètre et principales caractéristiques, (dont la population concernée et le niveau de fragilité économique et social du territoire concerné)
- Le diagnostic du territoire et les besoins
- La gouvernance
- Le partenariat public-privé
- Les enjeux via la (ou les) thématique(s) envisagée(s),
- Les dépenses prévisionnelles pour préparer la stratégie SLD (~~LEADER~~) et mise en œuvre de la stratégie via un plan d'actions et des interventions

**Commenté [JM9]:** non nécessaire

**Commenté [JS10]:** adaptation pour une future SDL portée par une approche multifonds

#### 7.2.12.1.1.8. Montants et taux d'aide (applicables)

Taux d'aide publique : 100% en fonction du régime d'aide d'État, et le cas échéant, de la réglementation nationale applicable.

Les maîtres d'ouvrage public devront a minima respecter un taux d'autofinancement du projet sur la base de la réglementation en vigueur (Décret n° 2012-716 - Article L. 1111-10 du CGCT), et de ses futures évolutions.

**Commenté [JM11]:** Formule approuvée lors des précédentes modifications de cette section pour les TO 19.2